

Ce numéro : forum libre

Éditorial

Le droit international bafoué

Donald Trump, Vladimir Poutine et Benjamin Netanyahu ont un point commun: ils bafouent le droit international. Le premier kidnappe le président d'un pays indépendant et veut régner sur le Groenland, le second envahit l'Ukraine et le troisième massacre les habitants de la bande de Gaza.

Et pendant ce temps, les pays démocratiques, notamment ceux de l'Europe, se regardent le nombril et condamnent mollement ces atteintes au droit international. La Suisse, sous prétexte de neutralité, a aussi une posture affligeante.

Les États-Unis, la Russie et Israël ont dépassé la ligne rouge. Ces pays se conduisent en crapules car ils sont persuadés qu'ils ne feront l'ob-

jet d'aucune représaille. Le problème est particulièrement grave aux États-Unis et en Israël, pays qui ont un régime démocratique. Dans le premier, le gouvernement fait croire qu'il y a des ennemis à l'intérieur, alors que le peuple (notamment à Minneapolis) proteste pacifiquement contre la férocité de la police créée par Donald Trump.

En Israël, en réaction à l'attentat du 7 octobre 2023, l'armée israélienne a envahi la bande de Gaza, agression qui, à ce jour, a fait plus de 60'000 morts. Et le cessez-le-feu qui a été négocié est bien fragile ! La Russie a attaqué l'Ukraine il y a bientôt 4 ans et refuse obstinément de conclure la paix si on ne lui cède pas le Dombass. Les États-Unis sont prêts à se soumettre à cette exigence mais l'Union européenne s'y oppose timidement.

Et que dire de l'Iran, du Soudan, du Congo et de la Lybie qui connaissent une guerre civile dont la population fait les frais ? Et que dire aussi des

nombreux autres pays qui vivent sous le joug d'une dictature féroce ou, pour le moins, d'un régime fort ?

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on a dénombré plus de 100 conflits dans le monde. C'est dire que les divergences entre pays ne se règlent plus par la négociation mais par la force.

En 2024, les dépenses mondiales pour l'armement se sont élevées à 2718 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,4% par rapport à l'année précédente. Et pendant ce temps, on manque d'argent pour combattre la maladie et la misère qui sévissent dans les pays pauvres.

Le monde est devenu fou. Pour le guérir, il faudrait que les peuples du monde entier – surtout ceux de l'Occident – sortent de leur confort et s'engagent pour promouvoir une civilisation basée sur le respect mutuel et la paix.

Rémy Cosandey

Vœux pieux

Noël est dépassé
Et la nouvelle année
Déjà bien entamée
Qui veut de belles pensées
Datant de l'an passé
Mises en vente sur eBay
Pas pu les liquider
Vais vous faire l'inventaire
Mettre un terme à la guerre
Enlever la misère
Nettoyer les cervelles
Pleines de haine et de fiel
Sous un soleil radieux
Que les gens soient heureux

Emilie Salamin-Amar

Votre voix compte !

Quoi ! Encore des votations ? ça ne cessera donc jamais !?
Le 8 mars approche. Ce jour ne sera pas que la journée internationale des femmes, ce sera aussi jour de votation chez nous. Nous avons la chance de vivre dans ce qui est encore une démocratie où chacune de nos voix compte, alors ne restez pas silencieux-ses.
*En page 4 de ce numéro, L'ESSOR traite des sujets qui nous sont soumis cette fois-ci. Un seul mot d'ordre, au fond : **votez !***

La sagesse des anciens

« ... Nous nous assurerons la paix avec l'Europe et l'amitié de ses peuples parce qu'il est de l'intérêt de toutes les nations européennes de trafiquer librement en Amérique... ».

« ... N'ayant ni prétentions, ni domaines éloignés, notre marine toute entière serait utilisée sur nos côtes ... ».

« Mais où est le roi de l'Amérique ? (...) il est au ciel et ne s'amuse point à faire s'entretuer les hommes... ».

Ces quelques considérations aux résonances très actuelles sont extraites du pamphlet « LE SENS COMMUN » de Thomas Paine (1737-1809) chantre de la révolution et de l'indépendance américaine.

Le Peuple des États Unis d'Amérique devrait s'en rappeler et évacuer sans retard l'actuel locataire de la Maison Blanche avec sa danse de Saint-Guy et ses gesticulations macabres.

Raymond Durussel, Ballaigues

La chute ?

Les pays africains veulent leur indépendance

Myret Zaki a publié un livre, il y a 15 ans, qui s'intitulait: « La fin du dollar ». Emanuel Todd vient d'affirmer que lorsque les États-Unis auront perdu leur puissance, enfin, nous aurons la paix sur la terre. Or il faut savoir que si le dollar vaut encore, 15 ans plus tard, environ 79 centimes suisses, c'est parce que, depuis le milieu des années 70, grâce à un accord US-Arabie Saoudite, toutes les ventes de pétrole du monde se réglaient avec cette monnaie. Toutes les banques centrales ont accumulé des milliards de billets verts et se sont bien gardées de les dévaluer.

Les États-Unis ont vécu des décennies en ne payant l'effort de l'humanité «à leur service» qu'avec des papiers ne valant que la confiance qu'ils inspiraient. Or, cette confiance s'est largement effritée. Depuis bien longtemps, beaucoup d'échanges se font avec des monnaies plus «sérieuses» dont le rouble et le yen. La chute évoquée en titre prend de l'importance dès l'instant où l'on apprend que la Banque de Chine est en train de revendre ses bons du trésor américain. Elle en possédait, il y a 10 ans, pour 1300 milliards de dollars. Elle n'en a plus que 800 milliards. S'ajoute que la dette du gouvernement des USA est de l'ordre de 38 000 milliards qu'il va falloir effacer. Comment? En laissant courir une inflation de l'ordre de 5% avec des intérêts très bas de 2% ou moins. Un vol officiel.

Un autre phénomène doit aussi nous interpeller qui touche Européens et Américains. C'est la volonté de plus en plus claire des Africains de sortir de leur dépendance des pays occidentaux. Nous n'en sommes que très peu informés par notre presse trop souvent aux ordres. Par exemple l'Alliance des États du Sahel (l'AES: Niger, Mali et Burkina) vient de chasser les gouverne-

ments trop favorables aux occidentaux par trois coups d'État conduits par des militaires. Leur ambition est de ne plus laisser leur économie être dirigée par Paris grâce au franc CFA. Ils viennent de créer leur propre monnaie et mettent leurs trois armées sous un commandement unifié. Les étrangers qui voudront exploiter leurs richesses devront les payer au prix du marché. Jusqu'à présent, tout l'uranium du Niger était payé par la France à 10% de son prix. Niger: uranium, or, pétrole, manganèse, sel, zinc. Mali: idem plus phosphates et lithium. Burkina: Manganèse, cuivre et or.

Pour comprendre que cette «révolution» est aussi culturelle, il faut entendre les discours du capitaine Traoré ou les chansons du congolais Maréchal Neat Baba: « *Nous avons perdu Lumumba, nous avons perdu Sankara, nous avons perdu Kadafi, mais maintenant on protège Babo, on protège Goïta, on protège Traoré, résistance, c'est maintenant, pas demain...* » Il fait allusion à tous ces leaders africains qui ont voulu une véritable autonomie pour leur peuple et que l'on a déclaré dictateurs. L'occident les a éliminés. Lorsque de Gaulle a donné leur indépendance aux nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, il a créé une cellule secrète à l'Élysée. Elle choisissait qui devrait présider ces pays, soit ceux qui promettaient de rester fidèles aux intérêts français. Et cela a fonctionné longtemps. Mais ça bouge. Et les leaders d'aujourd'hui risquent moins leur vie que leurs prédécesseurs car ils disposent d'un appui assez significatif de la Russie et de la Chine. Par l'importance de nos banques, nous avons aussi participé à ce racket de longue durée.

Il va falloir se réveiller.

Pierre Aguet, ancien conseiller national, Vevey

La police au service du droit

Il y a quelque temps, une controverse a opposé dans le *Blick* une militante féministe, Mme Mathilde Mottet, au conseiller aux États neuchâtelois Baptiste Hurni. Sujet de la dispute : la police – affirme Mme Mottet – est intrinsèquement raciste, sexiste et violente et s’acharne sur les personnes à la peau noire. C’est donc à juste titre, dit-elle, que « tout le monde déteste la police », version française du slogan *all cops are bastards*.

Il faut, en conséquence, abolir cette institution qui est non seulement nuisible mais ne sert à rien et coûte beaucoup trop cher. Cette diatribe s’inscrit dans la ligne du mouvement abolitionniste, actif notamment aux États-Unis.

Pas du tout, rétorque M. Hurni : la police protège la société et se charge des tâches les plus ingrates et les plus dangereuses. Et il donne l’exemple de l’arrestation mouvementée à Corcelles, où il réside, au mois d’août 2025, d’un homme armé d’un couteau qui venait de tuer sa femme et leurs deux filles. Mais, bien entendu, poursuit-il : « comme garante de la force publique, au service de toutes et de tous, nous attendons de la police qu’elle soit irréprochable ».

Puis, sans nier que le comportement de certains policiers est inacceptable et doit être sanctionné, comme on l’a vu récemment à Lausanne, M. Hurni conclut ainsi : « Mais cracher sur un service public et s’attaquer à son existence même, c’est ouvrir la porte à une société où l’usage de la force ne répond plus au peuple mais à l’argent. Et cela porte un nom : l’ultralibéralisme ».

La police obéit à la loi

Avant la police, il y a le droit, c’est-à-dire l’ensemble des normes juridiques qui régissent la vie en société. Là se situe le vrai sujet du débat car la police, multiforme, est toujours un instrument du pouvoir. Avec l’armée, chargée de la défense contre l’ennemi extérieur, elle a le monopole de la force publique, pouvant aller jusqu’à l’homicide en cas de légitime défense.

C’est lorsque la loi qu’elle est chargée de défendre est injuste que la police devient redoutable. Si le droit légitime le racisme, la police sera raciste. Si la loi refuse aux femmes les mêmes droits qu’aux hommes, la police sera sexiste. Et si le législateur autorise la contrainte physique ou même la torture, la police sera violente.

Dans un Etat de droit, une police correctement instruite et bien commandée est au service de la justice et de la liberté. A cet égard, la proximité des corps de police municipaux et cantonaux avec la population, telle qu’elle existe en Suisse, est un atout que ne connaissent pas tous les pays.

*Quand les hommes vivront d’amour
Il n’y aura plus de misère
Les soldats seront troubadours
Mais nous, nous serons morts mon frère.*
— Raymond Lévesque

Cependant, affirme encore Mme Mottet, « pour lutter contre la criminalité efficacement, il faut comprendre d’où elle vient. Elle est principalement liée à des facteurs sociaux : une personne décide avant tout de cambrioler une maison par nécessité économique et non pas par amour du cambriolage. La police n’est donc pas adaptée pour lutter contre la criminalité puisqu’elle ne lutte pas à la source des problèmes. »

Comme l’affirment depuis toujours les possédants, d’accord en cela avec Mme Mottet, ce sont les pauvres qui volent les riches. Toutefois, la police n’a pas pour mission de remédier aux inégalités sociales. Elle « n’est pas là pour organiser des matchs de rugby dans les quartiers, mais pour arrêter des délinquants », comme le clamait jadis Nicolas Sarkozy, quand il était président de la République et pas encore repris de justice. Ainsi, dans l’exemple donné par Mme Mottet, les policiers arrêteront le cambrioleur et le déféreront à l’autorité judiciaire. Là s’arrête leur rôle.

Abolir la police, c’est à coup sûr remettre les clés du pouvoir entre les mains des hors-la-loi. Mais cela ne signifie pas que l’institution policière ne doive pas être surveillée, disciplinée et s’il y a lieu, sanctionnée par l’autorité politique. A cet égard, les révélations sur le comportement répréhensible de certains membres de la police communale lausannoise sont accablantes. Pour autant, comme l’écrit M. Samson Yemane, conseiller communal à Lausanne et membre de la Commission fédérale contre le racisme, dans un magazine de gauche que fréquente aussi Mme Mottet :

« Affirmer la nécessité de réformer la police ne revient pas à nier ses missions régaliennes. Bien au contraire, il s’agit de bâtir une institution pleinement engagée dans la lutte contre le racisme structurel et fidèle à des valeurs humanistes dont la population lausannoise a un besoin essentiel. C’est à ce prix qu’une relation de confiance pourra enfin s’établir entre des minorités trop souvent discriminées et des autorités dont la mission première devrait être de les protéger. »¹

On ne saurait mieux dire !

Raymond Spira, La Chaux-de-Fonds

200 francs, c'est insuffisant !

Si vous n'avez pas encore pris le temps de réfléchir à la réponse que vous ferez entendre sur votre bulletin pour le 8 mars au sujet de **l'initiative SSR**, voici plus d'une douzaine de bonnes raisons de voter **NON**. Merci à Pierre Aguet, contributeur rédactionnel assidu, de les partager avec nous :

1) Toute entreprise à qui l'on enlèverait 50% de ses revenus serait en faillite immédiatement. Dès lors c'est bien la mort de la SSR que vise l'UDC. Le contrôle de l'opinion publique doit-il appartenir aux seuls milliardaires ?

2) Combien d'heures passons-nous à écouter la radio, même d'une oreille distraite et d'heures devant nos écrans TV ? Tout cela pour 82 centimes par jour. Les 300 francs sont décidés. Ce n'est rien à côté de ce que coûtent le reste de l'info et les divertissements.

3) Qui d'autre est en mesure de si bien informer sur tout ce qui se passe d'intéressant dans les quatre régions linguistiques de ce pays si divers et si petit ?

4) On nous promet la guerre en Europe et on nous fait faire des dépenses militaires proche de l'indécence. Une radio-TV nationale sera plus utile que les F-35 en cas de conflit.

4) 5) La concurrence d'avec les chaînes étrangères n'est pas à remettre en question mais il ne faudrait pas que ce soit elles seules qui nous informent alors que nous ne voulons pas être dans l'OTAN ni dans l'Europe.

6) La SSR fait partie de notre système démocratique et s'efforce de ne présenter que la vérité. Elle est particulièrement nécessaire à l'heure des réseaux sociaux et des fake news.

7) Un service public doit être fort. Il n'a de comptes à rendre qu'aux autorités et à la population et pas aux milliardaires propriétaires de nos journaux.

8) Baisser la redevance, c'est augmenter les coûts de l'information et de l'accès aux divertissements pour les familles.

9) Les 21 radios et 13 TV régionales, ainsi que la production cinématographique suisse dépendent aussi de ces 300 francs de la redevance. La SSR n'est pas la seule à en bénéficier.

10) On peut aussi avoir une pensée pour les 6800 places de travail qui sont en danger en cas de liquidation.

11) La cohésion nationale n'est pas à oublier dans notre réflexion. Avec nos quatre langues, ce service public est indispensable.

12) Les musiciens suisses et les organisateurs culturels bénéficient pleinement de la SSR qui s'associe souvent aux événements qu'ils mettent sur pied.

13) D'importantes économies sont déjà mises en œuvre qui permettent de continuer à nous informer valablement dans les trois régions linguistiques du pays. Il est difficile d'imaginer que tout nous vienne que de Zürich.

14) La démocratie à laquelle nous sommes tous très attachés est profondément menacée par cette attaque frontale contre la SSR.

Cette initiative est donc à rejeter avec la plus grande détermination.

Pierre Aguet, ancien conseiller national, Vevey

Des votations cruciales pour l'avenir

Outre la votation ci-dessus, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur trois autres questions le 8 mars prochain.

Il devra tout d'abord choisir entre une initiative prévoyant le maintien de l'argent liquide et un contre-projet accepté par les Chambres fédérales. Il est évidemment possible d'accepter les deux textes, celui ayant obtenu le plus de voix étant retenu. La différence entre les deux propositions est importante, l'une considérant que l'argent mis en circulation est du ressort de la Confédération, l'autre préférant donner cette compétence à la Banque nationale. Quoi qu'il en soit, il faut faire en sorte qu'on puisse toujours payer avec de l'argent liquide, même si les cartes diverses prennent de plus en plus d'importance.

L'imposition individuelle divise les partis et les électeurs. Certains considèrent que le système voté par le Conseil national et le Conseil des États permet de supprimer une inégalité entre les personnes mariées et les couples ne l'étant pas. D'une manière générale, les partis de gauche sont favorables à la taxation indi-

viduelle et ceux de droite y sont opposés. **L'ESSOR** ne donne aucun mot d'ordre au sujet de cette réforme, chacun étant libre de se faire une opinion selon sa propre sensibilité.

La votation prévoyant la création d'un fonds climat fait suite à une initiative lancée par le Parti socialiste et les écologistes. Pour le comité d'initiative, la situation est claire : la Suisse doit agir maintenant, d'autant plus qu'elle est particulièrement touchée par les changements climatiques. Selon lui, l'initiative permet des investissements ciblés dans les énergies renouvelables et l'assainissement des bâtiments. Pour le Conseil fédéral et le Parlement, cette initiative doit être rejetée car la Confédération dispose déjà de deux milliards de francs par année pour la protection du climat.

La dépense pour la création d'un tel fonds climat s'élèverait entre 4 et 8 milliards de francs par année, C'est beaucoup mais l'avenir de nos enfants mérite un tel investissement.

Simplifier, d'accord mais comment... ?

Lorsqu'on prend le temps de décoller son nez du guidon, on ne peut que constater la complexification de notre société, tous les efforts et l'énergie dépensée pour garder la tête hors de l'eau dans notre quotidien : logement, alimentation, commerce, assurances, technologies avec ses galères de mises à jour et autres mots de passe... tout nous contraint à suivre incessamment les dernières consignes, les nouvelles directives et lois que nul n'est censé ignorer.

Cette vigilance générale met les nerfs à vif, toujours sur le qui-vive, générant un cortège d'anxiétés, burn-out, décrochages scolaires et professionnels, entreprises et instances dirigeantes prises aussi dans l'engrenage.

Le système économique et numérique actuel s'est construit dans une logique de développement perpétuel qui doit, sous peine d'effondrement, accélérer sans cesse. Impossible d'imaginer par exemple un système financier simplement équilibré : la pyramide économique devenue très pointue ne le supporterait pas, dit-on !

Face au stress incessant, entraînant santé délabrée, crise existentielle et autre niveau d'insupportabilité, l'ensemble de ces réalités encourage bon nombre à opérer un changement complet de cap pour un retour à une existence plus calme, plus sobre. Ralentir, rechercher un nouvel équilibre. Suggéré par de nombreuses jeunes pousses issues des graines de la décroissance, le courant se confirme dans les esprits comme réaction de survie nécessaire, même si les obstacles sont nombreux.

Évidemment, ce mouvement intéresse vivement certains courants politiques et marchands droitiers pour proposer des solutions toutes trouvées, ainsi surfer sur un nouveau graal mercantile, récupération profitable d'un souhait collectif.

Ainsi voit-on des propositions politiques et numériques, de prétendues simplifications, d'allègements, et d'assouplissements des règles environnementales. En fait, il s'agit bien de détricoter, affaiblir voire neutraliser les normes difficilement mises en place en guise de protection face aux nouveaux dangers !

À propos des pesticides, de la déforestation, de la protection du sol, des eaux, du travail, il faudrait « simplifier », en réalité effacer le devoir de vigilance. Prétendre que « c'était mieux avant », le « *drill, baby, drill* » d'un dangereux monarque actuel, tout ce vent de conservatisme voudrait, au nom de la simplification, revenir en arrière. Il est considéré comme tellement « plus facile » de lais-

ser tomber les diverses protections des citoyens d'ici et d'ailleurs, l'ensemble des mesures de préventions et de précautions, petits bouts par petits bouts : ben voyons, ce sera tellement plus « efficace » ainsi...

Parallèlement, certains sont friands de moyens qui dépassent l'entendement mis à développer des IA performantes, construire partout des data-centers, gouffres énergétiques et hydriques, un nouvel emballement consumériste avec de redoutables impacts environnementaux et humains.

Ce n'est pas une bonne nouvelle d'en savoir implantée près de chez soi. Ce phénomène appelé le cloudalisme, c'est-à-dire l'emprise du cloud sur nos vies, permet aux entreprises concernées de tirer profit du travail sans rémunération équitable, tout en s'accaparant une part croissante des bénéfiques. Défini comme un modèle de techno-féodalisme, ce système exploite le fruit du travail des autres, tout en concentrant les bénéfiques et les ressources humaines et naturelles. Étrangement, bien des gens adhèrent à ce discours, sans chercher à anticiper vers quoi cela peut nous mener !

Nous sommes bien d'accord de tenter de simplifier, mais pas comme cela ! On pourrait imaginer un cloud généralisé comme un bien commun, appartenant à tous, socialisé par exemple sur la base des travaux de l'institut de la Boétie sur le cyber-éco-socialisme qui explore une piste de gestion collective du numérique et des ressources.

Pour nourrir ses choix personnels d'une nouvelle forme de sobriété correspondante à ses possibilités propres, chacun peut soit adopter son courant préféré, soit picorer dans de multiples chapelles qui proposent depuis des siècles des règles pour un mode de vie simple.

Auprès des mouvements écologiques, anticonsuméristes, des maîtres à penser comme Epicure, Rousseau, Thoreau, Gandhi, Derrida, Ellul, Illich, Serres, Morin, Dumont, Reclus, Rabhi, l'ensemble des grandes religions, une nuée de petites, des chamans de tous les continents, tous nous ont prévenus et continuent de le faire.

Les sources ne manquent pas, les avertissements s'accumulent, n'en citons plus : nos derniers temps libres sont squattés pour longtemps ! Voilà ce qui ne va pas nous faciliter la vie, parce que choisir les bons éléments parmi toutes ces sources sans tomber dans le piège d'une orthodoxie au détriment des autres ne va pas aider à faire corps collectif sur des valeurs communes. Malgré tout, cela mérite de continuer d'essayer...

Edith Samba

Doctrine « Donroe » : les USA à la recherche de leur « espace vital »

À l'occasion du récent acte de piraterie commis en ce début d'année contre le Venezuela (et contre ses réserves pétrolières) par Donald Trump, 47^e POTUS (*President of the United States*), et qui s'est traduit par l'enlèvement et la déportation aux USA de Nicolás Maduro ¹, président vénézuélien en exercice, on a parlé d'une doctrine étatsunienne « Donroe » [sic], contraction de Donald Trump et de James Monroe, 5^e POTUS (1817-1825).

En 1823, celui-ci avait condamné toute intervention de pays européens sur le continent américain ². Pour Theodor Roosevelt, 25^e-26^e POTUS (1901-1909), les USA avaient le droit d'intervenir comme bon leur semblait sur le continent américain. Le 27^e POTUS (1909-1913), William Taft, alla beaucoup plus loin : pour lui, le drapeau étatsunien flotterait un jour au Nord, au Centre et au Sud du continent américain. Visiblement, Donald Trump souhaite réaliser cette prédiction.

Durant la « guerre froide » entre les USA et l'URSS, les États-Unis étaient vus par plusieurs forces politiques (de droite, mais aussi parfois de gauche, essentiellement social-démocrates) comme l'incarnation du « monde libre » contre le « totalitarisme ». Or, une étude sérieuse de l'histoire de ce pays permet d'infirmer ce jugement.

Les populations amérindiennes ont fait l'objet d'un génocide en bonne et due forme, qui connut son paroxysme au 19^e siècle ³. Il inspire la politique israélienne en Palestine et explique le soutien aveugle manifesté par la majorité de la classe politique étatsunienne à l'État d'Israël ⁴.

Un rappel récent de la politique impérialiste étatsunienne dans le continent américain :

« De 1846 à 1848, les États-Unis ont fait la guerre au Mexique et se sont emparés de la moitié de son territoire. Lors de la guerre hispano-amé-

ricaine de 1898, les États-Unis ont fait de Cuba un protectorat et de Porto Rico une colonie.

En 1903, les États-Unis ont organisé la séparation du Panama de la Colombie afin de construire et contrôler le canal. Les *Marines* américains ont envahi et occupé Cuba de 1906 à 1909 et de 1917 à 1933, la République dominicaine de 1916 à 1924 et le Nicaragua de 1912 à 1933.

Les États-Unis ont organisé des coups d'État qui ont renversé le gouvernement constitutionnel du Guatemala en 1954 et celui du Chili en 1973, envahi et renversé les gouvernements de la Grenade en 1983 et du Panama en 1989. (...) Trump lui-même est intervenu au Brésil pour soutenir Jair Bolsonaro, le leader de la tentative de coup d'état contre Lula, et a organisé un prêt de 20 milliards de dollars au président argentin de droite Javier Milei »

(Dan La Botz, « *Les États-Unis après l'attaque contre le Venezuela* », *L'Anticapitaliste*, hebdomadaire du NPA, n° 782, 8.1.2026).

Lors des récentes élections présidentielles au Honduras, les familles d'émigrés aux USA restées au pays se virent notifier sur leurs comptes bancaires qu'en cas de victoire de la candidate du Parti de gauche LIBRE – Rixi Moncada –, elles ne recevraient pas en décembre 2025 les contributions (« remesas ») de leurs parents émigrés!

Grisé par son (temporaire) succès vénézuélien, Adolf Trump n'a plus de limites : il prône l'annexion du Groenland, propose son secrétaire d'État Mario Rubio comme président de Cuba, menace la Colombie et le Mexique. On vit une époque formidable, celle d'un impérialisme à la recherche de son « espace vital ».

Hans-Peter Renk, Le Locle

1 Président de la République bolivarienne du Venezuela depuis 2013, Nicolás Maduro est à Hugo Chávez (décédé en 2013 d'un cancer, à l'origine suspecte) ce que fut – par rapport à Maximilien Robespierre et au grand Comité de salut public (1793-1794) – le Directoire (1795-1799) dans le cadre de la révolution française: une régression manifeste.

2 Thibaut Kaeser, « *La doctrine Monroe revue par Trump* », *Echo Magazine*, n° 2 (16.1.2026), pp. 10-11.

3 Pekka Hämäläinen, « *Amérique continent indigène: une autre histoire de la conquête de l'Amérique du Nord* », traduit de l'anglais par Bruno Boudard. Paris, Albin Michel, 2025.

4 « Quand apparaît le protestantisme, la Bible est traduite dans les diverses langues européennes. Ses épisodes et ses personnages entrent dans la vie quotidienne des fidèles. C'est surtout dans les Églises évangéliques que va naître une nouvelle théologie. Ceux qui émigrent dans les colonies dites 'de peuplement' (Amérique du Nord, Australie, Afrique du Sud) auront souvent l'impression dans leur lutte contre les peuples indigènes et l'éradication des cultures autochtones de revivre la conquête sanglante de Canaan par Josué, au point de donner des noms bibliques aux villes qu'ils fondent » (Pierre Stambul, « *Contre l'antisémitisme et pour les droits du peuple palestinien* ». Syllepse, Paris, 2021. Collection « Coup pour coup »).

Message des Chrétiens de gauche romands

La raison du plus fort, toujours la meilleure ?

Jedi 25 décembre 2025, balcon de la basilique Saint-Pierre à Rome : un Américain, le Saint-Père Léon XIV, adresse sa traditionnelle bénédiction « à la Ville et au Monde » (*Urbi et Orbi*) lors de la fête de la Nativité du Christ, Il rappelle l'importance de la paix, ainsi que les moyens d'y parvenir:

« Voici le chemin de la paix: la responsabilité. Si chacun – à tous les niveaux –, au lieu d'accuser les autres, reconnaissait d'abord ses propres fautes et demandait pardon à Dieu, et en même temps se mettait à la place de ceux qui souffrent, se montrait solidaire des plus faibles et des opprimés, alors le monde changerait. » [...]

Samedi 3 janvier 2026 : des bombes et des tirs frappent Caracas, capitale du Venezuela. Un autre Américain, Donald Trump, pourtant avide d'obtenir le Prix Nobel de la Paix (par pure vanité), ordonne des frappes sur ce pays, la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro avec son épouse, et sa prochaine mise en procès aux États-Unis, au mépris des instances et du droit internationaux.

Donald Trump n'hésite d'ailleurs pas à les piétiner allégrement, dès lors qu'ils le gênent dans la poursuite de ses propres intérêts. Par exemple lorsqu'il sanctionne les juges de la Cour Internationale de Justice de La Haye, coupables à ses yeux d'avoir osé émettre un mandat d'arrêt international, pour de potentiels crimes de guerre et contre l'humanité, à l'encontre de son « ami personnel » Benjamin Netanyahu. Ou lorsqu'il ordonne des frappes sur l'Iran, de concert avec Israël, sans s'embarrasser de demander un mandat aux Nations-Unies, auxquelles il a par ailleurs drastiquement coupé les fonds.

« *La Raison du plus fort est toujours la meilleure* » disait Jean de La Fontaine, non sans ironie, dans sa fable « Le Loup et l'Agneau », au XVII^e siècle déjà, en reprenant le fabuliste grec Esope.

Loin de nous l'idée de prendre Nicolas Maduro pour un agnelet. Il a monopolisé le pouvoir à des fins personnelles et refusé le résultat défavorable des élections de 2015 afin de conserver le pouvoir et l'héritage d'Hugo Chávez. Mais les décisions unilatérales d'un président imbu de son pouvoir (et sur-

tout de sa personne), à la tête de la première puissance mondiale, ne laissent pas d'inquiéter.

En effet, Donald Trump ne perd pas son temps à chercher des justifications aux actions des forces armées américaines contre des régimes politiques qui lui déplaisent; il viole ainsi de façon flagrante l'article 2, al. 4 de la Charte des Nations Unies: « Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unie ».

Il donne ainsi l'exemple d'une puissance qui fait ce qu'elle veut, quand elle le veut, avec sa force pour seule justification. Dès lors, comment condamner l'invasion russe de l'Ukraine, la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie ou les velléités d'annexion de Taïwan par la Chine, si les USA – l'Arsenal des Démocraties – s'essuient les pieds sur les règles internationales qu'ils ont pourtant eux-mêmes établies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

Face à ces « *dynamiques de pouvoir qui nous dépassent* » (*dixit* Léon XIV), il ne nous reste plus qu'à prier, réfléchir et agir pour promouvoir « *une paix désarmée et désarmante qui vient de Dieu, don de son amour inconditionnel, confié à notre responsabilité* ».

À nous croyant-e-s et à toute personne de bonne volonté de faire vivre cette paix, à notre niveau, et d'aménager, dans la mesure de nos moyens et de nos possibilités, des havres de paix, en ce monde qui glisse malheureusement de plus en plus vers la violence et la guerre. Voici quels sont nos souhaits et bonnes résolutions pour cette année 2026 qui commence.

Les Chréti-en-ne-s de gauche romand-e-s prient également pour les victimes de l'affreuse tragédie survenue récemment à Crans-Montana et adressent leurs sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches. Nous nous joignons à eux dans leur douleur et dans leur peine.

– Le comité des **Chrétiens de gauche romands**

Service civil. Le référendum lancé contre le durcissement des conditions d'accès au service civil **a abouti** ! En soi, ça aurait pu constituer une bonne nouvelle pour notre page 12 (!) mais nous ne sommes pas encore au bout du chemin.

Le peuple suisse devra se prononcer à ce sujet en juin prochain. Il faut espérer que les associations qui utilisent des civilistes se mobiliseront en force pour maintenir un système qui a fait ses preuves et qui est indispensable à certaines d'entre elles.

À L'Essor, nous suivons aussi l'évolution de ce dossier. On vous en reparle dans notre prochain numéro...

« Le droit international ? Je m'en torche ! »

Une qualité au moins doit être reconnue au président Donald Trump : la franchise. Contrairement à maints autres hommes d'État, il ne s'embarrasse pas de circonlocutions pour exprimer le profond mépris qu'il éprouve à l'égard de ses adversaires politiques, des femmes, des immigrants et des pays étrangers. Sûr de sa puissance et de son bon droit, il a récemment répondu à un journaliste qu'il n'avait nul besoin du droit international pour décider s'il convenait d'imposer à d'autres pays la volonté des États-Unis. « L'État c'est moi » dit Donald Trump, en plaçant sa conscience comme seule limite à ses pouvoirs.

Ces propos consternent les juristes mais n'impressionnent guère le bon peuple. Et il est vrai qu'ils auraient aussi pu être tenus par Vladimir Poutine, Xi Jinping ou Benjamin Netanyahu, autres chefs d'États qui ont contribué à l'enterrement, sans fleurs ni couronnes, du droit international public.

Au fait, c'est quoi le droit international public ? En bref, ce sont les règles qui encadrent les comportements des États et des organisations internationales. Elles visent à maintenir la paix, organiser la coopération et protéger les droits fondamentaux. Ainsi, selon l'article premier de la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945 :

8

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener une rupture de la paix;

2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits

des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;

3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;

4. Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

À vrai dire, Donald Trump n'a rien inventé. Par exemple, Benito Mussolini déclarait le 2 octobre 1935, pour justifier l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Abyssinie malgré les sanctions internationales :

Jamais, comme à cette époque historique, le peuple italien n'a autant montré toute la force de son esprit et la puissance de son caractère. Et c'est contre ce peuple, auquel l'humanité doit les plus importantes de ses conquêtes, et c'est contre ce peuple de héros, de saints, de poètes, d'artistes, de navigateurs, de colonisateurs, d'émigrants, que l'on ose parler de sanctions.

Quatre ans plus tard, le 1^{er} septembre 1939, Adolf Hitler déclarait la guerre à la Pologne avec ces mots :

En tant que national-socialiste et soldat allemand, j'entame ce combat avec un cœur fort. Ma vie entière n'a rien été d'autre qu'un unique combat pour mon peuple, pour sa résurrection, pour l'Allemagne. Et ce combat a toujours été dominé par une profession de foi en ce peuple. Il y a un mot que je n'ai jamais appris, c'est le mot capitulation.

Bilan de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) : 60 millions de morts.

Raymond Spira, La Chaux-de-Fonds

Un Conseil de paix réactionnaire

Faut-il rire ou pleurer ? Lors du Forum de Davos, Donald Trump a lancé son Conseil de la paix qui est censé œuvrer au règlement des conflits dans le monde. Parmi les quelque cinquante invitations lancées, plusieurs pays ont déjà répondu favorablement. Parmi eux, on trouve notamment l'Arabie Saoudite, le Maroc, la Hongrie, l'Argentine et l'Égypte.

On le voit, les États intéressés sont tous des dictatures ou des régimes forts. Pour l'instant, aucun pays d'Europe n'a adhéré à cette charte dont le ticket d'entrée est d'un milliard de dollars. Et la Suisse, comme d'habitude, temporise pour ne pas froisser Donald Trump qui, lui, n'a pas été tendre à l'égard de la Confédération helvétique et de la conseillère fédérale

Karin Keller-Sutter.

Le président des États-Unis s'est autoproclamé président de ce Conseil. C'est ce qu'on peut appeler un autoritarisme. Ivre de sa puissance, il inaugure une nouvelle ère de la diplomatie américaine où seules les lois du plus fort et du business prévalent. L'ordre international, appliqué depuis 1945 par les Nations Unies, se meurt. En revendiquant le Groenland, il bafoue les principes qui ont cours depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Malheureusement, et leurs élections l'ont montré, les Américains aiment les shérifs !

Coup de patte

Polluer ou... polluer ?

Telle est la question! En cette fin d'année, la 6G pointe son nez. Il y a fort à parier que nous entendrons très vite parler de la 7G. C'est donc ainsi que l'on veut nous faire lutter contre les calamités climatiques qu'engendre la poursuite imbécile de nos technologies perpétuellement remises à jour. Nos voitures par exemple, qu'il faut impérativement décarboner! Faut-il pour autant se ruer sur les terres rares pour en gaver les batteries des «très chers» véhicules électriques? Étonnamment, une auto thermique moderne s'avère, en fin de vie, moins polluante. Et nos «très chers» téléphones que l'on doit, une fois devenus obsolètes, délicatement démonter pour en recycler quelques grammes. Est-il nécessaire de consommer des quantités astronomiques d'énergie — même décarbonée — pour finir par «refroidir» les très voraces «centres de données» dopés aux semi-conducteurs et à l'IA.

Cette soi-disant intelligence artificielle, si gourmande en énergie, promet, grâce à ses performances de plus en plus «humaines», de nous faciliter la vie. Peut-être simplifiera-t-elle la vie de quelques-uns. Il est plus vraisemblable que ça abrutisse le plus grand nombre. Comment? En nous faisant consommer des trucs inutiles et de l'énergie à foison. Énergie que l'on va joyeusement gaspiller. Mais elle sera décarbonée. Alors tout va bien, n'est-ce pas? Or décarboner ne veut pas dire améliorer le climat, c'est juste changer de source énergétique. Quoi qu'il en soit, il est piquant d'observer que la diminution des émissions de gaz à effet de serre, due à la part grandissante du trafic «décarboné», entraîne une augmentation de la température. Merci au nuage de gaz de moins en moins dense qui laisse passer plus de rayons solaires.

Robots domotiques, robots industriels, robots guichetiers, robots sociaux, robots de services, l'avenir s'annonce radieux et robotisé. Des robots nettoieront les chambres d'hôtel, changeront les draps, cuisineront dans les restaurants tout comme à la maison. Fini les commerces de proximité, l'IA et internet s'occuperont de livrer à domicile tout ce dont nous aurons besoin. Et d'ailleurs, puisque les robots feront presque tout, sans grève, sans salaire, sans revendication, sans congés paternels ou maternels (tiens, puisqu'on en parle, les robots feront-ils des petits, auront-ils une sexualité? On voit ça d'ici, l'orgasme des circuits imprimés et déprimés). Que nous restera-t-il à nous les humains? Nous ne travaillerons plus, les robots s'en chargeront. À quoi occuperons-nous notre temps? Les plus créatifs feront sans doute de l'art. Certains inventeront d'autres robots auxquels on n'aura pas encore pensé. Nous aurons tous des «passe-temps». Feron-nous du sport, histoire de brûler les calories que nous continuerons à ingurgiter? Les «intellos» s'entretiendront-ils le neurone avec des mots croisés? Zut, l'IA les fera pour eux. On va tellement s'ennuyer que je ne vois pas comment nous nous occuperons. Ah, mais oui, j'allais oublier notre passion favorite: la guerre, même si, la nouvelle chair à canon sera robotisée. Restera alors, comme ultime malédiction... le saint pognon produit par l'OR du futur: l'électricité!

Vous, je ne sais pas, mais pour ce qui me concerne, c'est le moment où jamais de me rappeler que la prédiction est un art difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir.

Coup de griffe

Poids et mesures

Comment se fait-il que certains drapeaux aient plus la cote que d'autres? Je ne vois nulle part des étendards du Soudan flotter au vent lors des manifestations dans les rues et au sein des universités. Je n'en vois pas, car il n'y a malheureusement pas de manifestant prêt à mouiller leur chemise pour ce pays. Serait-ce dû à ses couleurs? Je ne pense pas puisqu'on y retrouve le vert, le blanc, le rouge et le noir. Mais il est vrai que celles-ci ne sont pas disposées à l'identique que dans d'autres pays. Chez certains, ce sont des bandes agrémentées d'un triangle. Alors, serait-ce la texture de son étoffe qui ne serait pas assez fine, trop lourde pour virevolter au gré du vent?

Que nenni! Là-bas, au Soudan, les gens meurent dans l'indifférence totale. Et pourtant, on compte déjà plus de deux cent mille morts. Ce n'est peut-être pas assez pour que les manifestants du dimanche sacrifient quelques heures pour montrer leur indignation. À partir de quel moment est-il légitime de s'insurger contre la violence faite à certaines populations? Est-ce une question de proximité? De couleur de peau? De religion? Mais alors de quoi? J'ai beau me creuser la cervelle, je ne trouve pas de réponse objective. Donc, il se pourrait que ce soit subjectif. Simple supposition.

On a beaucoup parlé ces dernières années de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, celle entre Israël et les territoires palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, mais il en existe bien d'autres! Le Proche-Orient ressemble à une cocotte minute prête à exploser. L'Afrique est en feu. Qui parle ou s'émeut des combats en République démocratique du Congo? Oubliés le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine! Indifférence totale face à l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, le Mozambique, la Somalie...

Il est vrai que ces guerres ou conflits sont des oubliés de l'histoire présente. Ils n'ont pas droit à la médiatisation. Malheureusement, la presse ne joue pas son rôle d'informateur. Ce manque de visibilité est très inquiétant. Certains conflits font les gros titres des médias internationaux, alors que d'autres passent sous les radars de l'information. Ils sont ignorés!

Et comment l'empathie se déclenche-t-elle? En fonction de quels facteurs? Les médias jouent-ils un rôle dans l'engouement qui mobilise les citoyens de nos pays respectifs?

J'avoue ne pas très bien comprendre. L'adhésion à une cause, être en faveur de, se positionner pour ou contre quelqu'un ou quelque chose me paraît assez nébuleux. Parfois, les convictions de certains se propagent comme un virus de neurone en neurone, il ne reste pas ou peu de place pour l'analyse, la documentation. On y va, tête baissée, sans regarder si on est dans la bonne direction. Mais on fonce quand même!

Cependant, ce que certaines ONG ou partis politiques, ou même certains pays sont capables de faire pour les uns, pourquoi ne pas répéter les actions ou revendications pour les autres? Par exemple, je n'ai pas entendu parler de flottille pour le Soudan, et encore moins d'aide humanitaire pour plus de trente millions d'entre eux. Est-ce que les morts là-bas ne compteraient pas? Les femmes et les enfants violés n'auraient pas notre respect, ne mériteraient pas notre indignation? Pourtant, nous portons tous en nous une parcelle d'humanité...

Des nouvelles de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés

En ce début d'année, l'OSAR retient à quel point l'humanité et une communauté forte font la différence face aux épreuves difficiles.

~~~~~

Les événements tragiques de Crans-Montana ont bouleversé chacune et chacun de nous et l'état actuel de la planète inspire peu d'espoir.

La situation politique est tendue, les fondements de l'ordre international ouvertement attaqués. Le monde a d'autant plus besoin d'une société civile engagée, d'une communauté soudée et de citoyens qui refusent de se laisser diviser.

Les bonnes nouvelles existent aussi. Nous avons accompli beaucoup de choses ensemble en 2025. Avec votre soutien, nous avons pu défendre avec force les droits et les intérêts des personnes réfugiées et engager d'importantes améliorations pour leur protection, par exemple avec la nouvelle charte de la protection juridique. Je vous en suis profondément reconnaissante.

Des décisions majeures seront prises en Suisse cette année. La votation sur l'initiative inhumaine de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! » décidera si les personnes réfugiées, et en particulier celles déplacées par la guerre, pourront continuer d'espérer

un avenir en Suisse ou si elles seront condamnées à l'admission provisoire.

En parallèle, la Confédération, les cantons, les villes et les communes s'attellent à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en matière d'asile, qui mise notamment sur une nouvelle accélération de la procédure d'asile.

L'OSAR accompagnera ce processus de manière critique et constructive. Elle veillera également à ce que des mesures supplémentaires soient prises pour protéger les personnes réfugiées, comme la mise en place d'une protection humanitaire pour les personnes déplacées par la guerre, éliminant l'inégalité de droits entre le statut S et l'admission provisoire.

Pour relever ces défis, nous aurons plus que jamais besoin de votre soutien. Défendons ensemble une Suisse qui, demain encore, fera preuve d'humanité en aidant et en protégeant les personnes dans le besoin.

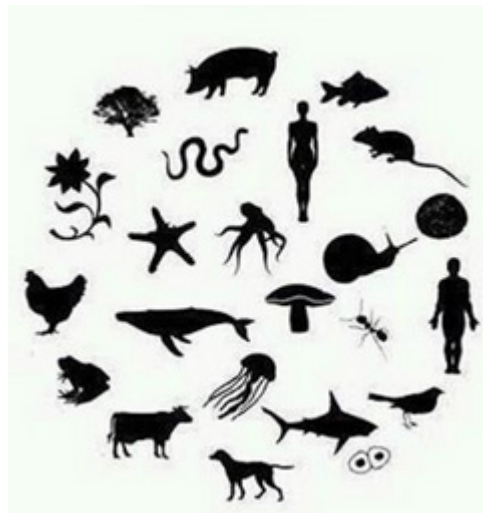
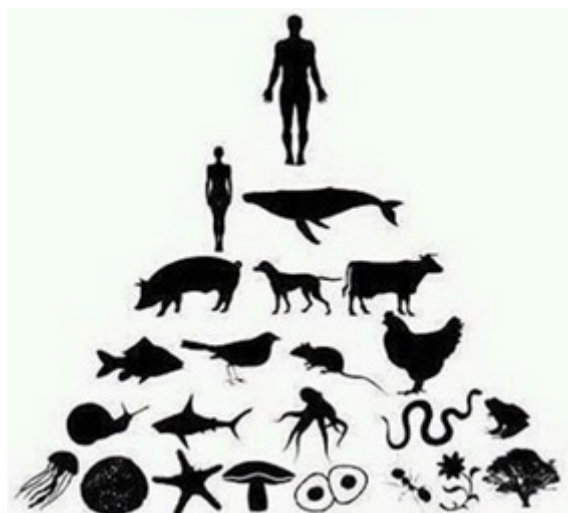
Un grand merci pour votre confiance et votre engagement.

– **Miriam Behrens**, OSAR  
(par communiqué de presse)

10

### *Petit moment de réflexion*

Une image vaut mille mots, dit-on... Profitons-en. Contemplez tranquillement les deux images ci-dessous. Prenez votre temps, méditez un peu. Laissez monter jusqu'à votre conscience le ressenti, les émotions peut-être, les convictions sûrement que ces deux images font naître en vous...



Est-ce qu'il y a quelque chose qui vous parle, dans cette contemplation ?  
Si oui, ça tombe bien, on aimerait justement en parler avec vous.  
**Comment ?** Voir le carré bleu, en dernière page...

## **QUAND ON TOMBE AMOUREUX, ON SE RELÈVE ATTACHÉ**

**Boris Cyrulnik, Éditions Odile Jacob, 2025**

L'amour ne frappe pas au hasard. Ce merveilleux moment ne touche que ceux qui y sont disposés. Toute notre vie, on peut réveiller l'empreinte amoureuse que l'on croyait engourdie.

Ceux qui ont bénéficié d'un attachement sécurisé sont les plus faciles à aimer, mais certains se sentent plus à l'aise avec un attachement apaisé et moins fiévreux que l'amour intense, parfois source d'angoisse. Ceux qui, dans leur enfance, ont connu un désert affectif ont tendance à croire qu'ils ne sont pas aimables puisqu'ils n'ont jamais été aimés; quand on les aime, ils pensent qu'ils ne le méritent pas et qu'on va à nouveau les abandonner.

L'amour fait parfois peur et l'attachement parfois emprisonne. Cyrulnik pose la question: faudra-t-il inventer de nouveaux cours d'amour pour retrouver le plaisir d'aimer?

— Rémy Cosandey

---

## **UN ÉTÉ AUTREMENT**

**Pierrette Kirchner-Zufferey, Éditions ECLECTICA, Genève, juin 2025**

Paru dans la collection « *Délire – délivre* » qui a pour ambition de faciliter la transition entre l'univers de la culture orale et le monde de l'écrit, ce conte nous rappelle qu'il incombe à chaque génération de relever les défis qui se présentent... En guise d'entrée en matière, cette phrase d'Antoine de Saint-Exupéry : Faites que votre rêve dévore votre vie, afin que votre vie ne dévore pas votre rêve.

**L'auteure : Pierrette Kirchner-Zufferey** vit en Valais. Elle est non seulement une abonnée de longue date de **L'ESSOR** mais aussi l'une de nos collaboratrices rédactionnelles dont vous voyez régulièrement la signature dans nos pages. Elle a semble-t-il été bien entourée pour peaufiner cet ouvrage qu'elle nous offre là, grâce à une préface de Mélanie Richoz et à des illustrations de Philippe Grob, Silveri Kirchner et Caroline Rigot.

— L'Essor

11

---

## **LES 5 PILIERS DE LA SAGESSE**

**Frédéric Lenoir, Éditions Albin Michel, Paris, 2025.**

Encore un bon livre de Frédéric Lenoir. Celui-ci allie profondeur et accessibilité afin de nous aider à vivre mieux dans un monde en pleine mutation. Un véritable traité sur la vie heureuse, mais aussi un petit manuel de résistance intérieure face aux défis contemporains qui mettent à l'épreuve l'humain et le vivant.

Frédéric Lenoir est philosophe et sociologue. Il a produit et animé sur France Culture *Les Racines du ciel*. Auteur d'une quarantaine d'ouvrages (essais, romans, contes, encyclopédies) traduits dans une vingtaine de langues et vendus à plus de dix millions d'exemplaires, il écrit aussi bien pour le théâtre que pour la télévision.

« Il existe une étonnante convergence entre tous les grands courants philosophiques et spirituels du monde autour de qualités fondamentales à développer pour mener une vie bonne et heureuse. C'est ce que j'appelle les cinq piliers de la sagesse : la connaissance, l'amour, l'éthique, la présence et l'acceptation. Au-delà de leurs différences culturelles ou métaphysiques, les messages du Bouddha, de Lao Tseu, de Socrate, de Platon, d'Épicure, de Jésus, d'Épictète, de Rûmi, de Montaigne ou de Spinoza s'accordent sur des principes essentiels qui nous aident à gagner en liberté, en amour, en conscience, en sérénité et en joie. »

C'est ainsi que s'impose une première définition de la sagesse, simple en apparence, mais riche de sens : la sagesse est la quête d'une vie bonne et heureuse. Deux mots, deux directions, inséparables et pourtant distinctes. Une vie bonne : vivre en accord avec le bien. Une vie heureuse : vivre dans une forme d'épanouissement durable. L'une engage notre rapport aux autres, l'autre notre relation à nous-mêmes. Vivre selon le bien, c'est cultiver la justice, le respect, la générosité. C'est sortir du cercle étroit de l'ego pour entrer dans une conscience élargie, où chaque être compte, où chaque geste a du poids. C'est vouloir le bien des autres autant que le sien propre. C'est choisir, chaque jour, de ne pas nuire, de ne pas humilier, de ne pas se refermer. Ce n'est pas être parfait, mais être en chemin. C'est poser des actes qui rendent le monde un peu plus habitable. [...]

— Bernard Behra

## Au milieu coule une rivière (Johannesbourg, Afrique du Sud)

Le fleuve **Juskei**, un cours d'eau dont on n'entend jamais parler, traverse sur plus de 7 kilomètres un *township* de Johannesbourg nommé Alexandra et représente pour ses riverains une artère vitale. Las, ses eaux charrient quantité de déchets, qui y sont jetés sans se préoccuper des conséquences pour ceux qui vivent en aval. Le *township* compte près de 2 millions d'habitants, quand même !

C'est pourquoi, là-bas, des femmes ont fondé un groupement nommé **Les guerrières de l'eau** (Alexandra Water Warriors). On pourrait même les appeler "**www**" (*women water warriors*), car leur groupe était uniquement composé de femmes, au départ !

Elles sont aujourd'hui plus de 3000, dont quand même quelques hommes. Avec détermination, elles collectent régulièrement les déchets retenus par une barrière flottante que le groupement a installée, mais aussi ceux qui s'accumulent sur les rives.

Les déchets sont triés et beaucoup sont recyclés. Plastiques, cannettes, verre, tout y passe. Même les bois flottants, avec leur pâtime caractéristique, sont récupérés par des sculpteurs. Bonne nouvelle : les hérons cendrés y reviennent nicher. **Bravo**, mesdames !

Source : Amnesty, par Lucie Resplendino

## Château d'Anchettes & vieux fromages (en Valais)

Au-dessus de Sierre, près de **Venthône**, se trouve le joli château d'Anchettes. À voir ! Vous pouvez même y séjourner, grâce à **Vacances au cœur du Patrimoine**.

Presqu'en face... mais sur l'autre versant du Rhône (!), Jules Zufferey, de **Grimentz**, tient dans sa cave une collection de vieux fromages, dont le plus ancien a plus de 150 ans. Cette cave se visite sur rendez-vous.

Source : Pierrette Kirchner

## Dire merci aux Bénévoles

Vous savez déjà que Pro Senectute, comme l'Avivo suisse et quelques autres organisations plus régionales, s'occupent de la vieillesse. C'est grâce à 17 000 bénévoles dans toute la Suisse que Pro Senectute accomplit sa mission.

L'organisation vient de lancer un prix pour honorer ceux qui s'engagent avec le plus de temps, d'énergie et d'efficacité dans cette tâche ô combien nécessaire. Ce prix a d'ailleurs reçu pour nom : le **PRIX MERCI**. Source : Générations

## En savoir plus...

Tous les liens web pour en savoir plus sont regroupés sur notre page web » » » »



## Boire une pinte à Farvagny

On apprend la réouverture de la Pinte de Farvagny. Ce lieu, une institution dans ce petit village fribourgeois (commune de Gibloux), sert de lien indispensable à la population.

Les autorités l'ont rachetée pour qu'elle continue de servir à la cohésion de la communauté. Une reprise assumée comme choix politique.

Source : Générations

## Apprendre à tout âge

Les **Universités du 3<sup>e</sup> Âge** existent dans les cantons de Vaud, Genève, Neuchâtel et Jura francophone. On apprend tout au long de la vie et découvrir de nouvelles choses stimule le cerveau efficacement. Apparemment, elles refusent du monde, tellement la soif d'apprendre est vive chez les seniors.

Source : Générations

Pour le Valais : **Pierrette Kirchner-Zufferey**.

Nos remerciements à nos abonnées **Mmes Lucie Resplendino et Mireille Grosjean**, pour leurs contributions à cette page.

Vous vous tenez au courant de la vie associative locale de votre canton... sans avoir envie d'écrire de longs articles ? Contribuez à **L'Essor** en nous dénichant une ou deux bonne(s) nouvelle(s) tous les deux mois ...

**Écrivez-nous !**

Prochain numéro de **L'Essor** n° 2 / avril 2026

## « Le monde animal... et nous »

L'une des valeurs de notre charte : **le respect de la Vie**. Mais qu'inclut donc ce si petit mot de trois lettres ? Nos seules vies humaines ? Celles aussi du monde animal ? Voire la Vie majuscule de la biosphère toute entière ?

Nous parlons souvent d'écologie et de protection de l'environnement, dans nos pages. Pourtant, nous n'avons encore jamais consacré un forum spécifique à notre **relation au monde animal**. Vous avez sûrement des choses à nous dire à ce sujet, non ?

Contribuez à ce forum en envoyant votre texte d'ici au **20 mars**, au plus tard, à notre adresse :

**redaction@journal-lessor.ch**

Envie de participer à notre Rédaction d'une manière plus régulière ? Consultez aussi notre page :

**www.journal-lessor.ch/redaction**

## L'Essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

### IMPRESSUM

Équipe de rédaction : Rémy Cosandey (*rédacteur responsable*), Renée Hachem-Béguin, Pjotr Haggenjos, Luc Nirina Ramoni, Edith Samba.

Contact et articles : **redaction@journal-lessor.ch**

**Intéressé-e à rejoindre l'équipe du Journal ? Contactez-nous.**

Comité de l'association : Mario Béglise (prés.), Luc Nirina Ramoni, Rémy Cosandey, Daniel Jeanneret, Edith Samba, Pjotr Haggenjos, Françoise Devillaz, Renée Hachem-Béguin, Frédérique Steiger.

Administration : Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds  
abonnements & retours : **info@journal-lessor.ch**  
076 425 48 10

Pour s'abonner, versez : CHF 36.- l'an (pour six numéros) au compte PostFinance IBAN >> **CH97 0900 0000 1200 2620 0**

Site web : **www.journal-lessor.ch**  
I.S.S.N. : **ISSN 1023-5663**

Mise en page : Journal L'Essor, MBe  
Impression : Imprimerie Monney Services SNC